

Moyen-Orient : le fanatisme et l'impuissance



La
Chronique

Alain Gérard Slama

Tandis que les chefs d'État et de gouvernement de la planète, réunis à Copenhague, s'efforcent de répondre au défi du réchauffement climatique, l'attention des opinions publiques se détourne du Moyen-Orient, où pourtant se déroule un conflit qui engage, lui aussi, le destin du monde. Sans doute la lassitude s'est-elle emparée des peuples, depuis un demi-siècle que ce conflit se prolonge. Mais il s'installe en ce moment dans une impasse qui, aux approches du premier anniversaire de la révolte de Gaza, le 26 décembre, laisse craindre un nouveau conflit. Ainsi avons-nous appris que Benyamin Néanyahu autorisait la construction de neuf cents logements supplémentaires dans les Territoires occupés à Jérusalem-Est, ce qui représente une violation caractérisée de ses engagements. Devant une telle provocation, le président Obama ne pouvait faire moins que de se déclarer « consterné ». Ce qui a donné au numéro deux d'al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, l'occasion de dénoncer « la campagne croisée et sioniste » des États-Unis et des dirigeants arabes.

Au début de cette semaine, une déclaration de la présidence suédoise de l'Union européenne, appelant à faire de Jérusalem la capitale commune d'Israël et d'un futur État palestinien, a rendu manifeste les divisions des Européens

sur le sujet. Pour couronner le tout, des colons extrémistes, hostiles au « gel » des constructions nouvelles dans les Territoires occupés, ont mis le feu à la mosquée du petit village palestinien de Yassouf, en Cisjordanie.

On ne saurait imaginer blocage plus complet. Ce blocage est d'abord le fait des deux camps antagonistes, incapables de résister à la pression de leurs formations extrêmes. C'est le résultat d'un climat de violence endémique, plus ou moins contrôlé par Israël, certes, mais qui se nourrit du bouclage de la zone de Gaza, et qui, en rendant impossible le fonctionnement normal des institutions, fausse le jeu de la démocratie. C'est aussi la conséquence de l'exploitation par les deux nationalismes des ressorts du fanatisme religieux. Ce fanatisme n'est plus seulement celui des frères musulmans du Hamas, manipulés par l'Iran. Il s'étend par contre-coup dans les rangs des colons et jusqu'au sein de l'armée israélienne.

Valéry note, dans ses *Cahiers*, que « le monde ne vaut que par les extrêmes et ne dure que par les moyens ». Le problème est que, dans des sociétés de plus en plus fragiles, les « moyens » sont de moins en moins capables de maîtriser les « extrêmes », en sorte que les dégâts provoqués par ces derniers deviennent vite irréversibles. Quand bien même le conflit du Moyen-Orient

serait, à sa source, un heurt entre des revendications nationales, l'onde de choc propagée depuis le conflit israélo-palestinien favorise le transfert en termes religieux des frustrations sociales et la vulnérabilité aux consignes fondamentalistes des victimes de la globalisation dans les mégapoles du monde.

Rarement l'ardente obligation d'arrêter le processus qui rapproche le Moyen-Orient d'une nouvelle guerre aura revêtu un tel caractère d'urgence. Et pourtant, le blocage qui empêche de trouver une issue rencontre sa principale cause dans l'impéritie des puissances. Car enfin, les « moyens » désireux d'aboutir à la paix ne manquent ni à Ramallah ni à Jérusalem. Élie Barnavi vient encore de le rappeler, dans un très précieux bilan (1). Si l'on excepte le Hamas et Ahmadinejad, qui veulent éradiquer Israël de la carte, la réalité : deux terres, deux peuples, s'impose. Elle a été reconnue par le long processus de paix engagé sous Carter à Camp David et repris sous Clinton en 2000. Ce processus a certes échoué, pour des raisons qui tiennent à l'éclatement de la société palestinienne et aux maladroises des dirigeants israéliens. Mais des éléments d'accord ont été acquis sur ces points entre Israéliens et Palesti-

niens. Même les sujets les plus litigieux ont fait l'objet d'avancées, comme la reconnaissance du nouvel État palestinien et de ses frontières, la rétrocession des colonies en dehors des blocs annexés le long de la ligne verte, le problème de Jérusalem, la question des réfugiés palestiniens et le statut du Golan indispensable à la sécurité d'Israël et dont Rabin s'était engagé à se retirer.

La solution du problème israélo-palestinien passe par la mise en place d'une force d'interposition, militaire et civile internationale, qui, seule permettrait aux négociations entre les deux partenaires de se poursuivre dans la paix. Compte tenu de la faiblesse de l'Union européenne, on attendait d'Obama une initiative dans ce sens. Son inertie dans ce domaine a beau s'expliquer en partie par ses difficultés intérieures, la déception qu'elle provoque est un terrible aveu d'échec. Comment espérer en effet que la communauté internationale s'entende sur les réponses à apporter à la crise financière et écologique mondiale, quand elle n'est même pas capable de rétablir la paix sur un territoire trente fois plus petit que le Texas ?

(1) *Aujourd'hui, ou peut-être jamais. Pour une paix américaine au Proche-Orient*, Éd. André Versaille.

agslama@lefigaro.fr